FORMULAIRE DE CONSENTEMENT DANS LE CADRE DE L'OBTENTION D'UN IDENTIFIANT NATIONAL UNIQUE (INU)

Je soussigné(e), autorise la collecte et le traitement de mes données personnelles et biométriques, et des pièces justificatives y afférentes ainsi que celles de	
 Vérification et authentification numérique de l'identification et authentification numérique de l'identification et authentification numérique de l'identification le cadre gouvernemental de gestion des ressources Correspondance non seulement avec ma propre personne avec la personne désignée ci-dessus dont je suis le représ 	pour la prestation de services privés régis informationnelles ; e concernant mon dossier, mais également
En outre, j'atteste que les renseignements et les réponses que j'ai fournis dans le cadre du présent exercice, ainsi que les pièces justificatives y afférentes, sont tous vrais et exacts.	
J'atteste également avoir reçu notification des dispositions de l'article 594 du Code pénal (*) punissant d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 500 000 à 2 000 000 GNF notamment toute personne qui tente de se faire délivrer indûment (pour elle-même ou pour autrui) un document administratif, y compris les actes de l'état civil, en fournissant de faux renseignements, certificats ou attestations (concernant elle-même ou autrui).	
Lieu et Date :	Signature :

^(*) Par ailleurs, l'article 594 du Code pénal punit, en outre, le fonctionnaire qui délivre ou fait délivrer indûment un document administratif, y compris les actes de l'état civil, d'un emprisonnement de 1 à 4 ans et d'une amende de 500 000 à 5 000 000 GNF, sans préjudice de peines plus graves s'il y a corruption.